

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n°2022/12/15

date de dépôt : 22 septembre 2022

date d'affichage en mairie : 28 septembre 2022

**demandeur : Mme DEMIGNÉ Carole /
M. JULLIARD Damien**

**pour : Extension de la maison individuelle,
remplacement des menuiseries et
rénovation des clôtures**

**adresse terrain : 125 ALLÉE DES PERVENCHES,
à JASSANS-RIOTTIER (01480)**

ARRÊTÉ

**De non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER**

Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu la déclaration préalable présentée le 22 septembre 2022 par Mme DEMIGNÉ Carole et M. JULLIARD Damien demeurant 125 ALLÉE DES PERVENCHES, à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;

Vu l'objet de la demande :

- Extension de la maison individuelle, remplacement des menuiseries et rénovation des clôtures,
- sur un terrain situé 125 ALLÉE DES PERVENCHES, à JASSANS-RIOTTIER (01480),
- pour la création d'une surface de plancher de 39 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018 et le 30/06/2022,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier ;

Vu l'avis assorti de prescriptions des services techniques de la Communauté d'Agglomération Villefranche Beaujolais Saône en date du 06/12/2022,

Vu l'avis assorti de prescriptions de Véolia Eau en date du 06/12/2022 ;

Vu les pièces complémentaires déposées en mairie le 14/11/2022 concernant le formulaire, le plan de masse, les plans des façades et des toitures et la notice faisant apparaître les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux, puis le 22/11/2022 concernant le plan de masse.

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable déposée le 22 septembre 2022 par Mme DEMIGNÉ Carole et M. JULLIARD Damien pour l'extension de la maison individuelle, le remplacement des menuiseries et la rénovation des clôtures.

Article 2

Les prescriptions émises par les services techniques de la CAVBS et Véolia Eau, dans les avis joints au présent arrêté, devront être strictement respectées.

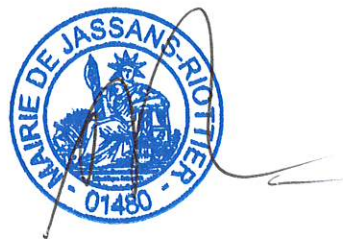
ASSAINISSEMENT :

La gestion des eaux pluviales à la parcelle et à la source sur la base d'une étude pédologique (essai de perméabilité) soumis à l'acceptation de la Collectivité, est à privilégier.

Après justification auprès des services de la Collectivité, si la gestion des eaux ne peut se faire en totalité sur la parcelle, les eaux pluviales seront alors stockées/régulées dans les conditions de limitation des débits des eaux de ruissellement suivants : un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné pour une pluie d'occurrence 30 ans avec un débit de rejet limité à 4l/s sera mis en place.
Le rejet sera effectué en priorité dans le milieu naturel.

A JASSANS-RIOTTIER, le 12 décembre 2022

Le Maire,
Jean-Pierre REVERCHON



Observations : votre projet donne lieu au versement de la taxe d'aménagement.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut également être saisi d'une requête sur le site internet : www.telerecours.fr.

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau de plus de 80 centimètres visible de la voie publique décrivant le projet. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro de l'autorisation, et s'il y a lieu le nom de l'architecte auteur du projet, la superficie du terrain, la surface de plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté ainsi que la date du début d'affichage de l'autorisation en mairie. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation ainsi qu'à son bénéficiaire. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.